



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 12/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAB MATOUR (ex Fonderie de Matour)

Les Berlières
71520 Matour

Références : AM/MB/2025/L_174
Code AIOT : 0005401839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SAB MATOUR (ex Fonderie de Matour) implanté Les Berlières 71520 Matour. L'inspection a été annoncée le 05/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAB MATOUR (ex Fonderie de Matour)
- Les Berlières 71520 Matour
- Code AIOT : 0005401839
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La fonderie exploitée par la société Sab Matour produit historiquement des pièces en aluminium principalement pour les moteurs des véhicules thermiques (diesel).

Le niveau d'activité est instable et incertain pour l'avenir. La société cherche à diversifier les domaines d'utilisation des produits fabriqués.

Le volume d'activité est en forte baisse et continuera de diminuer avec la fin d'un contrat prévu en octobre 2025. L'arrêt de ce contrat entraînera la fin de la fabrication de noyaux par boîtes froides. En lien avec la baisse d'activité, la société SAB Matour indique qu'elle souhaite sortir de statut IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de surveillance des rejets à l'atmosphère - modification installation	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.3.1 et 1.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.3, 3.2.4 et 3.2.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.1, 4.6.2 & 4.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.3.2 & 4.6.5.1	Demande d'action corrective	8 mois
8	Surveillance des impacts sur les sols	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.4	Demande d'action corrective	6 mois
9	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 7.2.1 et 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	11 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.6	Sans objet
4	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.3.6.1	Sans objet
10	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 8.9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- analyse le caractère substantiel ou notable des modifications réalisées et projetées au sein de son établissement. Suivant ses conclusions, il portera celles-ci avec tous les éléments d'appréciation à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire ou déposera un nouveau dossier d'autorisation ;
- respecte les vitesses minimales d'éjection des effluents gazeux à l'atmosphère ;
- mette en place des équipements de sécurité au niveau des trois piézomètres ;
- transmette annuellement à l'inspection des installations classées les résultats, commentés par l'exploitant, des analyses des eaux souterraines.

Les niveaux sonores émis par les installations de la société SAB Matour en juin 2023 (dernière mesure) sont non-conformes. Ces mesures n'ont pas été réalisées dans les conditions actuelles d'exploitation et les conditions projetées. Une nouvelle mesure plus représentative est demandée à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de surveillance des rejets à l'atmosphère - modification installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.3.1 et 1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions des polluants
Prescription contrôlée : Article 3.3.1 L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants visés au chapitre 3.2 du présent arrêté portant sur l'ensemble des rejets atmosphériques canalisés, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

Sur un cycle de trois années, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au chapitre 3.2 du présent arrêté est effectuée pour chaque émissaire identifié à l'article 3.2.2 et présentant des rejets canalisés. Ainsi, l'intégralité de ces émissaires est testée a minima de manière triennale. Le programme de surveillance des émissions des polluants, établi par l'exploitant, assure une répartition stratégique des émissaires, sur chaque année d'un cycle triennal, suivant le type d'installation raccordée et la nature des paramètres à analyser, et ce, de manière à disposer d'une surveillance homogène chaque année.

Article 1.5.1

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Constats :

Le programme de surveillance des émissions des polluants issus des rejets atmosphériques canalisés est mis en place. Au cours des années 2022, 2023 et 2024, l'ensemble des émissions canalisées issues des équipements présents le 2 avril 2025 a été contrôlé.

Il est à noter que depuis la dernière visite d'inspection en décembre 2022, des fours à creusets (émissions diffuses) ont été supprimés et qu'un nouveau four à sole "Botta" a été mis en place au cours de l'année 2024. Les émissions à l'atmosphère de ce four ont été analysées le 23 juillet 2024.

Les tronçonneuses et décocheuses reliées aux conduits 2, 4 et 5 ont été arrêtées et évacuées du site.

La noyauteuse disco 3200 reliée au conduit n° 17 a également été arrêtée et évacuée.

Constat 1-02042025 : non-conformité : l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications réalisées dans son établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 1-02042025 : l'exploitant portera à la connaissance du préfet les modifications réalisées dans son établissement avec tous les éléments d'appréciation. Il est attendu que ces éléments comportent également les modifications projetées, présentées lors de la visite d'inspection (arrêt du noyautage à froid, déplacement des équipements...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.3, 3.2.4 et 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, paramètres surveillés et respect des VLE

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 - Conditions générales de rejet

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000m³/h, 5m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000m³/h.

Caractéristiques des émissaires de rejet :

Repèreémissaires	Hauteur(enm)	Diamètre(enm)	Débitnominal(enNm3/h)	Vitesse minimale d'éjection (en m/s)
1	10	0,6	5000	5
3	7,5	0,2	743	5
8	10	0,55	11830	8

Article 3.2.4 - Paramètres à analyser

Repèreémissaires	Paramètresà analyser
1	Poussières– Aluminium – SO ₂ – COVT – CO – NOx
3	Poussières– Aluminium
8	Poussières– COVT – Ammoniac – Formaldéhydes – Phénols

Article 3.2.5 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à une teneur en O₂ de référence de 3% en volume. Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieures aux valeurs limites suivantes:

Paramètres	CodeCAS	Concentrations en mg/Nm ³
Ammoniac(NH ₃)	7664-41-7	40
Composés organiques volatils totaux (COVT)	-	10(*) – 110
Formaldéhydes	50-00-0	20
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	10(*) – 100
O x y d e d ' a z o t e (NOx) exprimés en dioxyde d'azote	-	50
O x y d e s d e s o u f r e (SO ₂) exprimés en dioxyde de soufre	-	15(*) – 300(**)
Phénols	108-95-2	20
Poussières	-	20
Aluminium	7429-90-5	5

(*) Objectif cible des rejets issus du four à sole (émissaire n°1). (**) Si le flux horaire est supérieur à 25 kg/h.

Constats :

Par sondage, il a été contrôlé les résultats des analyses des rejets à l'atmosphère du four à sole "Botta", de la tronçonneuse CH4 (conduit n° 3) et de la noyautageuse Euromac 1 (noyautage boîte chaude - conduit n° 8).

Four "Botta"

Il est à noter que les rejets du four à sole "Botta" ne sont pas réglementés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 janvier 2022. Ce four a été installé en 2024 et cette installation n'a pas été portée à la connaissance du préfet. L'exploitant a fait analyser les rejets de ce four en juillet 2024. Les mêmes paramètres que ceux demandés pour le four à sol "Marconi" (conduit n° 1) ont été analysés.

Les paramètres analysés n'appellent pas d'observation. La vitesse des effluents mesurée au débouché est d'environ 4 m/s pour un débit d'environ 620 m³/h. Dans le rapport d'analyse de la société Apave, la concentration des gaz issus de la combustion ne sont pas corrigés à 3 % d'oxygène comme cela est demandé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'exploitant indique que l'Apave lui a indiqué que : " les fours à sole ne rentrent pas dans le cas d'une combustion sous chaudière comme le stipule l'arrêté du 3 août 2018. Les valeurs mesurées en

oxygène (autour de 19 %) montrent que cette installation ne rentre pas dans ce cadre-là. Le fait de corriger à 3% n'est donc pas applicable pour ce type d'installation. "

L'inspection rappelle que les arrêtés du 3 août 2018 (combustion) ne s'appliquent pas aux fonderies et que les dispositions applicables sont notamment celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation et celles de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Les conclusions du BREF forges et fonderies publiées en décembre 2024, qui dans les conditions actuelles (établissement sous le statut IED) seraient applicables aux installations de fonderie de la société SAB Matour à partir de décembre 2028, disposent : *"Dans les fonderies, les NEA-MTD et les niveaux d'émission indicatifs pour les émissions atmosphériques qui sont indiqués dans les présentes conclusions sur les MTD désignent des concentrations (masse de substances émises par volume d'effluents gazeux) dans les conditions normalisées suivantes: gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction à un niveau d'oxygène de référence, et exprimées en mg/Nm³ ou ng WHO-TEQ/Nm³."*

Le rapport d'analyse de la société Apave indique que les concentrations en NOx dans les effluents gazeux issus du four "Botta" sont de 1,2 - 12,9 et 9,9 mg/m³. Elles seraient donc conformes en appliquant la méthode retenue dans les conclusions du BREF forges et fonderies.

En recalculant la concentration d'oxyde d'azote dans les rejets issus du four "Botta", corrigée à 3 % d'O₂, il est obtenu pour les trois essais des concentrations de 45, 129 et 127 mg/Nm³.

Constat 2-02042025 : si les émissions du four Botta étaient réglementées comme les émissions du four "Marconi" (arrêté d'autorisation de 2022), une non-conformité serait relevée pour le non-respect de la concentration en NOx rejetée.

Par ailleurs, la vitesse d'éjection du four "Botta" est inférieure à 5m/s. Une non-conformité par rapport à la vitesse d'éjection des rejets à l'atmosphère avait été relevée lors de visite d'inspection de 2022 pour les rejets issus du four à sole "Marconi".

L'exploitant indique que : *"pour les deux fours à sole présents dans l'établissement, il est nécessaire pour le bon fonctionnement qu'un minimum d'air rentre à l'intérieur, et donc qu'un minimum en sorte également. Cela permet de conserver autant que possible la chaleur à l'intérieur et économiser l'énergie, le four est totalement clos et hermétique. L'air ne rentre qu'au niveau des bruleurs par une ventilation contrôlée. Les bruleurs ne fonctionnant que lorsque c'est nécessaire, de l'air ne rentre dans le four que lorsqu'il est en chauffe. Donc sur de longues périodes, il n'y aura que peu d'éjection. On a une vitesse d'éjection maximale que lorsque tous les bruleurs sont en chauffe.*

Il est aussi nécessaire d'avoir un four clos et hermétique pour éviter des phénomènes d'oxydation du bain d'aluminium. Pour une bonne qualité de la matière, il faut qu'il y ait aussi peu d'oxygène que possible qui passe dans le four, donc un flux d'air entrant aussi faible que possible.

Tous ces éléments font que forcer le flux d'air pour garantir une vitesse d'éjection supérieure ne ferait que dégrader à la fois la qualité de la production (oxydation des bains et donc obligations d'utiliser plus de produits type flux désoxydants) et également la performance énergétique avec une consommation de gaz plus élevée."

Il est rappelé à l'exploitant que :

- la vitesse d'éjections des effluents est un paramètre favorisant la diffusion des polluants, que ce paramètre a du être pris en compte dans l'évaluation des risques de l'établissement et qu'une réduction de la vitesse d'éjection peut modifier les conclusions de l'étude ;
- les vitesses et débits fixés à l'article 3.2.3 sont issues de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions

de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- des dispositifs techniques existent pour augmenter les vitesses d'éjection sans nécessiter une augmentation de la quantité d'air entrant dans le four (par exemple la mise en place de convergents).

Compte tenu des dispositions réglementaires applicables aux rejets à l'atmosphère issus du four "Botta", notamment les dispositions de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 suscité et de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, une non-conformité par rapport à la vitesse d'éjection est relevée.

Tronçonneuse CH4

L'analyse des rejets à l'atmosphère issus de la tronçonneuse CH4 a été réalisée en septembre 2023. Les paramètres analysés et le respect des valeurs limites d'émission n'appellent pas d'observation.

La vitesse d'éjection à l'atmosphère des effluents au débouché a été mesurée à 0,4 m/s pour un débit de 41 m³/h..

Noyauteuse Euromac 1

L'analyse des rejets à l'atmosphère issus de la noyauteuse Euromac 1 a été réalisée en septembre 2023. Les résultats n'appellent pas d'observation.

Constat 3-02042025 : non-conformité : les vitesses d'éjection des effluents issus du four "Botta" et de la tronçonneuse CH4 sont inférieures à 5 m/s.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 2-02042025 : si l'exploitant le souhaite, il pourra demander de manière argumentée, via le dossier de porter à connaissance attendu, une modification des dispositions de l'article 3.2.5 notamment la correction à 3 % d'oxygène.

Constat 3-02042025 : l'exploitant mettra en œuvre les actions correctives nécessaires pour respecter les vitesses minimales d'éjection des effluents gazeux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 3.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites des flux et polluants rejetés

Prescription contrôlée :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. À l'échelle de l'établissement, les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Code CAS	Flux en g/h (canalisé et diffus)
Aluminium	7429-90-5	20
Poussières, y compris particules fines	-	1000

Constats :

L'exploitant a calculé les flux rejetés en considérant que l'ensemble des équipements fonctionnaient en simultané. Cette hypothèse n'est jamais rencontrée, elle est donc majorante. Le flux calculé pour l'aluminium est de 10 g/h.
Le flux calculé pour les poussières est de 103,2 g/h.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.3.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, gestion du rejet des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Le bassin d'orage constitué de deux cuves enterrées est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Rejet dans le milieu naturel (EP) : Les réseaux des eaux pluviales de toiture et de voiries sont raccordés, avant rejet vers le milieu naturel, au dispositif de traitement et de confinement suivant composé :

- d'un piège à sable en amont du bassin d'orage ;
- d'un bassin d'orage de 40 m³ constitué de deux cuves enterrées d'un volume unitaire de 20 m³, équipées chacune d'une pompe de relevage dont l'alimentation électrique est assurée par le groupe électrogène du site ;
- d'un dispositif de confinement d'un volume minimal de 400 m³ constitué de deux cuves aériennes ;
- d'un séparateur d'hydrocarbures en aval du dispositif de confinement ;
- d'une pompe de relevage d'un débit inférieur à 18 l/s permettant, en fonctionnement normal, d'envoyer les eaux pluviales dans le séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel.

Constats :

L'ensemble des équipements est présent.

<p>Pour justifier de la limitation du débit des pompes utilisées pour diriger les eaux pluviales vers le séparateur d'hydrocarbures, l'exploitant à présenté un courriel de la société Symbiose qui a installé le système de traitement des eaux pluviales le 18/01/2023. Ce courriel indique que le rejets au ruisseau est réalisé via 2 pompes ayant chacune un débit de 30 m³/h soit 8.33 l/s soit un débit cumulé maximum de 16,67 l/s.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Gestion des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des dispositifs de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. « Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. »</p> <p>Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchets en lien avec l'évacuation, par la société Valvert, le 29 janvier 2024 de 8,52 tonnes de déchets dangereux (code 13.05.07*). Les déchets concernés se composent du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures et du piège à sables. L'exploitant indique que le prochain entretien des équipements est prévu avec un nouveau prestataire, la société Biajoux.</p> <p>Constat 4-020242025 : le dernier entretien des équipements de traitement des eaux pluviales a été effectué depuis plus d'un an. Il convient que l'exploitant vérifie les dispositions d'entretien fixés par le constructeur du séparateur d'hydrocarbures et les respectent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 4-020242025 : demande de compléments : l'exploitant transmettra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie des caractéristiques constructeurs de son séparateur d'hydrocarbures, notamment les informations relatives à la fréquence d'entretien préconisée ; - une copie du bordereau de suivi de déchets actant l'entretien programmé des équipements.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.1, 4.6.2 & 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, implantation des ouvrages de surveillance
Prescription contrôlée : Article 4.6.1 Compte tenu de l'implantation du site, dans un contexte de forte vulnérabilité de part la présence d'une masse d'eau souterraine à faible profondeur, environ deux mètres, l'exploitant réalise une surveillance de cette masse d'eau selon les modalités définies dans les articles ci-après. Article 4.6.2 L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leurs intermédiaires L'exploitant fait inscrire le (ou les) ouvrage (s) de surveillance à la Banque du sous-sol, auprès du service géologique régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Article 4.6.3 Pour satisfaire à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, un deuxième puits de prélèvement est créé en aval du site de l'installation. Pour la création de cet ouvrage, un expert reconnu en matière d'hydrologie, a minima : <ul style="list-style-type: none">• définit l'emplacement approprié pour l'implantation du dispositif de contrôle à mettre en place, en fonction du contexte du site à surveiller et du sens des écoulements souterrains transitant sous le site ;• définit la nature et les caractéristiques techniques de ce dispositif ;• émet des recommandations concernant les modalités de sa réalisation. Cet ouvrage est réalisé conformément aux dispositions de l'article 4.6.2 du présent arrêté et opérationnel dans les douze mois suivant la notification du présent arrêté. L'ensemble des documents ayant conduit à sa réalisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.
Constats : Un troisième piézomètre a été implanté en aval du site au cours de l'année 2023. L'implantation a été réalisée à la suite d'une étude réalisée par la société Pearl . Les trois ouvrages ont été inscrits auprès du BRGM (BSS004CDMN (pz1), BSS004CDMP (pz2) et BSS004KJVH(pz3)). L'exploitant a présenté les résultats des contrôles de la qualité des eaux souterraines (cf. point de contrôle suivant). Constat 5-02042025 : non-conformité : les couvercles des trois piézomètres ne sont pas verrouillés. Ils ne sont pas équipés pour prévenir tout risque d'introduction de pollution par leurs intermédiaires dans les eaux souterraines. De plus, deux des trois piézomètres sont situés en dehors des zones grillagées du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Constat 5-02042025 : l'exploitant équipera les piézomètres de dispositifs de sécurité permettant de prévenir tout risque d'introduction de pollution par leurs intermédiaires dans les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.3.2 & 4.6.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.6.3.2 - Programme de surveillance L'exploitant est tenu de procéder ou faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux de la nappe souterraine à l'aide des ouvrages mentionnés à l'article 4.6.3.1 du présent arrêté. Cette surveillance est réalisée a minima deux fois par an, en période de basses eaux et en période de hautes eaux. Les paramètres à surveiller sont : MES, DCO, DBO5, HCT, Aluminium et pH. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.</p> <p>Article 4.6.5.1 - Eaux souterraines À l'issue de chaque année de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses effectuées en période de basse et haute eaux, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension notamment si des anomalies sont observées. Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés. En cas d'évolution défavorable des résultats enregistrés, l'exploitant propose un mode de traitement adapté pour y remédier. Le rapport de ces campagnes de mesures doit reprendre l'historique des mesures antérieures pour chaque paramètre et chaque piézomètre, sous forme de graphique par exemple, permettant de suivre les évolutions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des analyses des eaux souterraines réalisées depuis l'année 2017. Pour les analyses réalisées en 2022 et 2024 il a bien été réalisé deux analyses annuelles via deux piézomètres en 2022 et trois en 2024. Les paramètres contrôlés sont : MES, DCO, DBO5, HCT, indice phénol, aluminium et le pH. Une seule analyse a été réalisée au cours de l'année 2023 à la suite de l'installation du troisième piézomètre (pz3).</p>

Constat 6-02042025 : non-conformité : une seule analyse des eaux souterraines a été réalisée au cours de l'année 2023.

Constat 7-02042025 : non-conformité : Les rapports d'analyse des eaux souterraines n'indiquent pas les niveaux NGF de la nappe au niveau de chaque piézomètre mais un niveau d'eau compris dans la fourchette 0,86 m et 2,39 m. L'exploitant n'a pas été en capacité de préciser à quoi correspondait cette valeur. De fait, il est difficile de connaître le sens d'écoulement de la nappe. De plus, de l'analyse des résultats, il apparaît que pour certains paramètres, notamment l'aluminium, la concentration mesurée est fréquemment plus élevée au niveau du piézomètre pz1 sensé être le piézomètre amont que celles mesurées au niveau des piézomètres avals (pz2 et pz3).

Les résultats globaux présentés sont sous forme d'un tableau de chiffre difficilement interprétable. Il convient de suivre l'évolution de la concentration de chaque paramètre contrôlé via une représentation graphique (un graphique par paramètre et les résultats des trois points de prélèvement au cours du temps sur un même graphique).

Une lecture rapide des résultats permet de constater :

- dans l'analyse de 2023, une augmentation brutale de la concentration pour les paramètres MES et une augmentation plus modérée pour les paramètres DBO5 et DCO. Selon l'exploitant ces augmentations sont liées à la mise en place du troisième piézomètre (pz3) et à des travaux sur le piézomètre "amont" (pz1). Les concentrations diminuent progressivement lors des deux analyses de l'année 2024 ;

- pour les paramètres HCT et indice phénol, il n'est pas noté d'évolution dans le temps et de variation de concentration au niveau des points de prélèvements ;

- que toutes les valeurs de pH sont comprises entre 6,6 et 7,1,

- pour le paramètre aluminium, que depuis l'année 2023, les concentrations mesurées au niveau du piézomètre "amont" (pz1) sont supérieures à celles mesurées sur les piézomètres "avals" (pz2 et pz3).

Constat 8-02042025 : non-conformité : l'exploitant ne transmet pas à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constats 7-02042025 et 8-02042025 : Il convient que l'exploitant transmette annuellement, à l'inspection des installations classées les résultats des analyses des eaux souterraines. Ces résultats devront indiquer les niveaux piézométriques relevés en mNGF, si possible la représentation graphique évoquée ci-dessus et les commentaires requis en cas d'anomalies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 8 : Surveillance des impacts sur les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 4.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Effets de l'exploitation des installations sur les sols
Prescription contrôlée : Article 4.6.4 La surveillance des sols est effectuée sur les points identifiés dans le rapport de base établi par la société ICF Environnement du 17 septembre 2014 référencé ALR/14/115-v1, joint au dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les mesures portent sur les substances pertinentes retenues dans ce rapport de base. Les prélèvements et analyses sont réalisés à minima tous les 10 ans . L'année de référence pour la mise en œuvre de cette périodicité est celle de l'établissement du rapport de base, soit l'année 2014. L'exploitant réalise une synthèse des résultats obtenus au regard de la situation initiale. Article 4.6.5.2 Les résultats des analyses pratiquées sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, après chaque campagne décennale, accompagnés de tous les commentaires utiles à leur compréhension notamment si des anomalies sont observées. Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés. En cas d'évolution défavorable des résultats enregistrés, pouvant avoir un impact sur les eaux souterraines, l'exploitant propose un mode de traitement adapté pour y remédier. Le rapport de ces campagnes de mesures doit reprendre l'historique des mesures antérieures pour chaque paramètre et chaque zone de prélèvement, sous forme de graphique par exemple, permettant de suivre les évolutions.
Constats : Pour répondre à la disposition de l'article 4.6.4, une analyse des sols était attendue pour l'année 2024. Cette disposition est liée au niveau d'activité de l'installation classée au titre de la rubrique 3250 qui relève de la directive 2010/75/UE dite "IED" et sa transposition à l'article R. 515-60 du code de l'environnement. L'exploitant a manifesté, compte tenu de la baisse d'activité du site, sa volonté de sortir du statut "IED". En lien avec cette volonté, il n'a pas procédé à une nouvelle analyse des sols. Constat 9-02042025 : non-conformité : l'exploitant n'a pas procédé à la surveillance des sols attendue pour l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Constats 9-02042025 : l'exploitant procédera à la surveillance des sols.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 7.2.1 et 7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, aménagements - niveaux acoustiques

Prescription contrôlée :

Article 7.2.1 - Valeurs limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (ZER).

Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER en dB(A) (incluant le bruit de l'établissement)	Émergences admissibles en dB(A)	
	Période Diurne allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Période nocturne allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45	6	4
Supérieur à 45	5	3

Deux zones à émergence réglementée sont définies, aux points 5 et 6, sur le plan annexé à l'article 11.1.3 du présent arrêté.

Article 7.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation. Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée:

Zones concernées	Niveaux sonores admissibles en dB(A)	
	Période diurne (de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés)	Période nocturne allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Point1	60	50
Point2	60	50
Point3	70	60
Point4	70	60

Les points 1 à 4 sont définis sur le plan définissant les zones à émergence réglementée annexé à l'article 11.1.3 du présent arrêté. Les horaires de fonctionnement de l'installation s'étalent du lundi 5 heures au samedi 13 heures.

Constats :

La dernière analyse des niveaux sonores a été réalisée les 14 et 15 juin 2023.

Cette analyse met en évidence :

- en période diurne, une non-conformité en limite de propriété au niveau du point 1 (63 dB (A) : devant l'atelier denoyautage boîtes froides ;
- en période nocturne deux non-conformités en limite de propriété au niveau du point 1 (54 dB (A) et au niveau du point 2 (51 dB (A)) : ouest de l'établissement du côté de la zone artisanale.

Au niveau des émergences réglementées, l'analyse met en évidence :

- en période diurne, une non-conformité : émergence de 9 dB (A) : 49 dB (A) vs 40 dB (A) pour le bruit résiduel ;
- en période nocturne, une non-conformité : émergence de 16 dB (A) : 46 dB (A) vs 30 dB (A) pour le bruit résiduel.

L'exploitant a fait réaliser une étude acoustique qui identifie les sources de bruit :

- les cheminées aspirations cellules robotisées finition SIR 2 et SIR 3 : + 4 à 6 dB sur ZER. L'installation SIR 2 est arrêtée depuis l'analyse et la cellule SIR 3 va être déplacée en 2025 (implantation non définie) ;
- la prise d'air des compresseurs : + 2 à 3 dB sur ZER. Les travaux sont conséquents par rapport au gain potentiel qu'ils peuvent apporter (pas d'action), le compresseur est désormais arrêté la nuit ;
- les grilles façade noyautage ISOCET : + 1 à 2 dB sur ZER, le noyautage boîtes froides va s'arrêter en fin d'année 2025, ne fonctionne plus la nuit ;
- les cheminées du noyautage ISOCET. Des silencieux ont été installés en 2020 sur l'ensemble des émissaires.
- le groupe froid qui a un impact négligeable selon l'acousticien.

En lien avec la baisse du niveau d'activité, il n'y a plus de travail la nuit. Selon l'exploitant, la nuit l'ensemble des équipements est arrêté.

Constat 10-02042025 : non-conformité : la dernière analyse des niveaux sonores met en évidence le non-respect des dispositions des articles 7.2.1 et 7.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'inspection des installations classées n'a pas connaissance de plainte récente relative à des nuisances sonores générées par la société SAB Matour.

Compte tenu que les analyses de 2023 ne reflètent pas les émissions sonores actuelles du site et que des modifications sont projetées dans l'établissement il est proposé de demander à la société SAB Matour, en application des dispositions de l'article 7.2.4 de son arrêté préfectoral applicables en cas de modification des installations, de faire réaliser une nouvelle analyse des niveaux sonores

quand les modifications projetées auront été faites ou au plus tard le 31 mars 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Constat 10-02042025 : demande de compléments : l'exploitant fera procéder, à l'issue des modifications projetées ou au plus tard le 31 mars 2026, à une nouvelle analyses des niveaux sonores émis par les installations de son établissement. Une copie de l'analyse sera transmise à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 11 mois

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/01/2022, article 8.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un débit d'eau pour la défense extérieure contre l'incendie de 120 m³/h pendant une durée au moins égale à 2 heures pour un incendie, assuré : <ul style="list-style-type: none"> • soit par l'intermédiaire : <ul style="list-style-type: none"> - d'un poteau d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61 213) dont le débit unitaire n'est pas inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, situé à l'extérieur du site en bordure de la route départementale face à l'entrée principale de l'installation ; - d'une réserve d'eau de 120 m³ située vers le parking des véhicules légers au nord est de l'installation ; • soit par l'intermédiaire de : <ul style="list-style-type: none"> - deux poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61 213) dont le débit unitaire n'est pas inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar en fonctionnement simultané des deux, situés en bordure d'une voie carrossable, facilement accessibles en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport à l'entrée principale du bâtiment ne soit pas supérieure à 100 mètres pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 mètres ; L'exploitant est en mesure de justifier au préfet de Saône-et-Loire la disponibilité effective de ces débits d'eau en toutes circonstances.
Constats : La mise en place de la réserve incendie avait déjà été constatée lors de la visite d'inspection de décembre 2022. Il demeurerait alors un doute sur le débit du poteau incendie public (PI 26) présent devant l'établissement. L'exploitant a présenté une fiche de relevé de poteaux incendie de la communauté de commune de Saint-Cyr-Mere-Boitier qui indique que le PI 26 de la commune de Matour a fait l'objet d'une

vérification le 24 mars 2025.

Pour les 9 mesures effectuées le débit mesuré et compris entre 59 et 61 m³/h pour une pression résiduelle de 3,2 à 3,4 bars. L'inspection en déduit que le débit est supérieur à 60 m³/h à une pression de 1 bar.

Type de suites proposées : Sans suite